

Depuis janvier 1965

Le Métall



Journal du Syndicat des Métallos (FTQ) ● Septembre-octobre 2003

ADF Industries
**Les travailleurs
immigrants apprennent
le français!**



Photo: Allen McInnis

ADF Industrie lourde ferme son usine de Lachine, page 16

Sommaire

Assemblée annuelle 2002

Pages 5-6-7

Rapport du directeur

La diversité, c'est notre force, affirme le directeur. Il dénonce aussi les forces de droite.

Pages 8-9

Les résolutions

Les délégué-e-s accomplissent un travail formidable en débattant de toutes les résolutions.

Pages 10-11

Activités et discours

▼ Ouverture avec Yvon Clément qui mise sur le changement. ▼ Henri

Massé parle des luttes syndicales.

▼ Les délégués sociaux échangent sur le soutien au réseau métallo. ▼

Leo Gerard parle de cotisation. ▼

Lawrence McBrearty reçoit un Doctorat honorifique

Page 12-13

Invités

▼ Diane Bellemarre parle d'une stratégie globale de l'emploi. ▼

Christian Lévesque parle de la diversité, une richesse à partager.

Pages 14-15 - Rapports

Les rapports des services techniques.

Pages 3-4

Français au travail

Le comité de francisation chez ADF Industrie lourde à Lachine a été mis en nomination pour une deuxième année consécutive pour les Mérites du français au travail.

Page 16

En bref

▼ Décès tragique de Marc Lebeau

▼ Georges Leduc prend sa retraite

▼ ADF ferme son usine de Lachine

▼ Les Métallos, les leaders de l'aluminium ▼ Deux boycottages métallos: Philips et Électrolux.

Lettre aux lecteurs

Le 7 avril dernier, le directeur québécois Michel Arsenault s'adressait au candidat Jean Charest par le biais d'une lettre d'opinion aux journaux.

«Souveraineté». Le mot est lâché et ressassé par Jean Charest depuis le débat des chefs, non pas pour débattre de l'option, mais bien pour jouer la carte de l'insécurité en opposant, par exemple, souveraineté et santé. Quelle est au juste, M. Charest, votre vision d'un cadre fédéral qui ferait avancer le Québec, où les générations futures pourraient avantageusement tirer leur épingle du jeu?

Êtes-vous du camp de ceux qui nient aujourd'hui l'existence même du déséquilibre fiscal alors que vous

étiez partie prenante au large consensus québécois sur cette question il n'y a pas si longtemps? Pour ma part, si ceux-là même qui parlent ouvertement de souveraineté sont également ceux qui ont réussi le tour de force de dégager une croissance économique plus forte que celle de la moyenne canadienne, qui ont permis une croissance du PIB de 3,8 % au Québec contre 3,3 % pour l'ensemble du Canada, qui ont permis la création de 168 000 emplois au Québec en 2002 (40 % de la création d'emplois au Canada), le choix s'impose de lui-même!

Pour avoir vécu et travaillé nombre d'années dans le cadre de mes fonctions au Canada anglais,

particulièrement en Ontario, je ne veux surtout pas revivre ici la dégradation que j'y ai vue au jour le jour dans la santé, dans l'éducation, dans l'accès au logement, dans le laxisme des contrôles d'éléments aussi essentiels que l'eau potable. Walkerton ça vous dit quelque chose, M. Charest?

Aucune campagne de peur ne me convaincra de remettre ma destinée entre les mains de gens qui ne nous présentent pas l'ombre d'une vision inclusive pour le Québec. ●

Courrier

Le Syndicat des Métallos encourage les lecteurs et les lectrices du journal Le Métallo à faire part de leurs commentaires ou opinions.



Changement d'adresse

Si vous avez changé d'adresse, avisez le secrétaire-financier de votre section locale. La liste d'envoi est basée sur les rapports fournis par le syndicat local au Syndicat des Métallos. ●

Le Métallo



Septembre-octobre 2003 Volume 39 Numéro 1

Journal du Syndicat des Métallos (FTQ)
656, boulevard Crémazie Est, Bureau 5100
Montréal, Québec H2M 2V8
Téléphone: (514) 382-9596
Télécopieur: (514) 382-2290
Courriel: uswa@uswa.ca
Toile: www.uswa.ca
Directeur: Michel Arsenault
Responsable: André Laplante

Correspondants: Pierre Bouchard, Yvon Robert
Collaboration: Michel Faucher
Tirage: 75 000
Premier numéro: Janvier 1965
Imprimé par les syndiqué-e-s de l'imprimerie Transcontinentale Québec.
Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.
Société canadienne des postes
Envois de publications numéro 1438840



Francisation chez ADF Industrie lourde

Prix du français au travail

Le comité de francisation chez ADF Industrie lourde à Lachine a été mis en nomination pour une deuxième année consécutive pour les Mérites du français au travail. Rappelons que l'an passé lors du Gala des Mérites du français au travail, il a reçu le Mérite de la francisation des nouveaux arrivants, décerné dans le cadre de La Semaine du français et de la francophonie.

L'usine de fabrication de charpente d'acier emploie 270 métallos de plus de 23 différentes origines ethniques. Guy Farrell ex-président de la section locale 2843 a toujours comparé avec fierté l'usine d'ADF Industrie lourde à Lachine aux Nations Unies.



Photo: Yvon Robert

Objectif syndical

L'objectif syndical du comité de francisation est de permettre aux membres de converser dans la langue de travail du Québec. Des cours de français en milieu de travail ont été mis sur pied. Les participants se sont inscrits sur une base volontaire à une formation d'une durée de vingt semaines, à raison de deux cours de deux heures par semaine.

La première heure de chaque cours se fait sur les heures de travail rémunérées et la deuxième sur les temps des participants. La dernière session comptait 37

Des métallos chez ADF dans un cours de francisation

participants divisés en quatre classes de différents niveaux. C'est le succès de cette formation donnée par le Ministère des relations avec les citoyens et de l'immigration (MRCI)

qui a permis aux Métallos d'obtenir le prix.

Programme de francisation

En octobre 2000, suite à une visite d'un conseiller en francisation, le comité de francisation de ADF Industrie lourde se rencontrait pour la première fois. Ce comité est composé de deux représentants du syndicat local, d'une représentante de la direction et de représentants de différents secteurs d'activité de l'entreprise de Lachine. Il a comme mandat de mettre sur pied un programme de francisation et de s'assurer qu'il soit bien appliqué.

Le monde construit le monde

Dans le cadre de la Francofête, le comité de francisation de l'entreprise a voulu souligner à sa façon l'effort des participants aux cours de français et de l'harmonie multiethnique de l'entreprise par la présentation d'une exposition de photos ayant comme thème « Le monde construit le monde ». Elle sont l'œuvre de la photographe Suzanne Rochette qui a su par sa sensibilité reproduire les traits de personnalité de métallos de différentes origines ethniques à l'usine de Lachine. ●

Politique d'embauche

Dans son programme de francisation, l'Office de la langue française (OLF) exige entre autres que toute entreprise ait une politique

Suite à la page suivante

d'embauche stipulant qu'elle s'engage à faire suivre un cours de français aux nouveaux travailleurs qui ne peuvent parler la langue de



Miroslav Jura, soudeur
Dante Villavera, assembleur



Harjinder Sohi, opérateur de pont roulant



Walter Burn lisant un texte sur son pays, le Guatemala

français à partir de photographies de différents outils et de machines outils utilisés par les travailleurs dans l'usine.

Le comité de francisation

Le comité continue en mettant sur pied un lexique des termes français employés dans l'industrie et en francisant les différents logiciels utilisés sur les machines outils.

Un réel partenariat peut fonctionner

Selon Pierre Arseneau, «un réel partenariat peut fonctionner. Mais il n'est pas normal que le prix soit remis à l'entreprise plutôt qu'au comité de francisation».

Il conclut en se disant agréablement surpris de constater que ceux qui se sont inscrits au cours de français ne sont pas seulement des nouveaux membres mais, en majorité, nos membres plus anciens. Il les félicite de vouloir apprendre le français, la langue de travail au Québec. Il constate «qu'il y a 10 ou 20 ans, nous n'aurions pas vu cela». ●

Correspondant: Yvon Robert

travail. Le comité s'est aussi attaqué à la francisation des machines outils, des consignes de sécurité et des documents internes.

Un travail de longue haleine

«Nous revenons de loin, de

dire le président de la section locale 2842, Pierre Arseneau, car dans les années '70, on exigeait des travailleurs de la Dominion Bridge une connaissance de l'anglais comme critère d'embauche. Les vieilles traditions de l'entreprise britannique de la fin du 19^{ème} siècle

se sont perpétuées. Aujourd'hui, nous devons faire en sorte que le français prenne sa place sans toutefois léser nos confrères anglophones. C'est un travail de longue haleine que de changer de vieilles habitudes de nos membres».

Le comité mise sur la participation de ses travailleurs et de ses travailleuses à des jeux linguistiques consistant entre autres à découvrir le mot exact en

Des proverbes d'ailleurs

-Grèce : Solon dit à Medias: «Avant de dire que vous avez tout, vous devez attendre la fin».

-Jamaïque : «Il ne faut pas casser son échelle après avoir traversé le pont».

-Guatemala : «Les fous vont rire, les intelligents vont écouter».

-Trinidad : «Un oiseau dans la main, c'est mieux que deux dans les bois».

-Punjab : «Qui est chauve veut avoir deux peignes ».

-Indes : «Les oiseaux ne volent pas haut s'ils n'ont pas leurs propres ailes».

«Les jeunes feuilles se moquent des vieilles feuilles qui tombent. Les vieilles feuilles à leur tour se moquent des plus jeunes : soyez patientes, votre tour viendra »

Qu'avez-vous gardé de votre culture d'origine?

-Dante (Phillippines): «Dans mon jardin, je cultive des fleurs et des légumes de mon pays».

-Babu (Indes): «En famille, nous louons et nous regardons des comédies musicales en hindi et quelque fois, nous chantons les chansons».

-Marek et Miroslav (Pologne): «Nous chantons beaucoup de folklore polonais».

-Lennox (Antilles): «À la maison, nous mangeons beaucoup de mets épicés».

Pour en savoir plus

«La langue du peuple québécois, c'est le français», Le Métallo, Mars-avril 1988
«Au Québec, on affiche en français», Le Métallo, Septembre-octobre 1988
«On est mieux de ne pas s'endormir», Le Métallo, Janvier-février 1989
«Le peuple québécois descend dans la rue», Le Métallo, Mars-avril 1989
«Le français au travail recule», Le Métallo, Mai-juin 1989
«Le français se porte moins bien qu'on le dit», Le Métallo, Mai-juin 1991
«L'égalité des deux langues officielles», Le Métallo, Mars-avril-mai 1999

Rapport du directeur

La diversité, notre force

Le rapport du directeur québécois des Métallos, Michel Arsenault, a porté cette année sur l'accueil des nouveaux membres, les réformes en éducation, le soutien aux sections locales composées, la nécessité de réagir face aux fermetures d'usines, l'attitude à prendre lors des prochaines élections québécoises et les progrès de la solidarité internationale.

Lors de l'ouverture de la 38^{ème} assemblée annuelle du Syndicat des Métallos, le directeur québécois, Michel Arsenault a d'abord fait état de la croissance exceptionnelle du syndicat qui recrute plus de 5000 nouveaux membres par année. Le syndicat compte près de 60 000 membres au Québec. La venue des chauffeurs de taxi et des camionneurs nécessitera des ajustements afin de bien répondre aux besoins de ces travailleurs autonomes.



Photo: Pierre Charbonneau
Michel Arsenault

Éducation

Il a parlé du rapport de la nouvelle responsable du service d'éducation qui propose de nombreuses réformes afin d'ajuster le service d'éducation aux réalités d'aujourd'hui et réaffirmé sa volonté d'aller de l'avant en établissant des priorités.

Sections locales composées

Toujours dans la foulée des

services aux membres, il a abordé toute la question des sections locales composées. Un comité de travail sera mis sur pied afin de rencontrer les dirigeants des sections locales composées et de préparer un rapport.

Fermetures

Il a plaidé en faveur d'une stratégie d'action afin d'obtenir une légalisation sur les fermetures et les licenciements. « Il faut civiliser les fermetures. Nous n'en viendrons pas à bout avec des actions isolées lorsque survient ce drame. Seule une législation peut le faire », a indiqué le leader québécois.

Élections

Il nous a invité à ne pas reproduire la même erreur faite en Ontario lorsque le gouvernement du NPD a été battu. « Cette stratégie a

permis l'introduction de la révolution du gros bon sens de Mike Harris et cela a été une catastrophe. Nous avons la société la plus égalitaire des Amériques. C'est une des valeurs qui nous tient le plus à cœur. Il faut être vigilants lors des prochaines élections », a-t-il recommandé.

Plus à droite que Harris

« L'Action démocratique est à peine née qu'elle entreprend une lutte à finir avec le mouvement syndical. Cette attitude belliqueuse créera un climat d'affrontement social néfaste en brisant des consensus largement acceptés au sein de la population et en révisant à la baisse nos conditions de travail. Le programme de ce parti met en péril l'universalité de notre système de santé, veut accroître l'inégalité dans l'accès et le financement du système public d'éducation,

« Nous avons eu un bon exposé sur la diversité de notre syndicat. J'ai apprécié le rappel sur nos origines. Je retiens le défi que nous pose le recrutement dans la grande industrie. J'ai aimé le geste de solidarité que nous avons posé envers les travailleurs chez Vidéotron et les éléments de réflexion sur les enjeux des prochaines élections »

**Claude Lévesque,
section locale 5778**

«Je retiens qu'il y a une bataille à faire contre l'Action démocratique du Québec. C'était important que le directeur nous aide à voir clair et appelle à la mobilisation. Le rapport m'a également fait réaliser à quel point nous augmentons nos ressources en nous diversifiant. Nous avons tous à apprendre l'un de l'autre»

**Denis Martin,
section locale composée 7885**

souhaite réviser la fiscalité québécoise par l'instauration d'un taux uniforme d'impôts sur le revenu des particuliers, favoriser les riches et accroître les inéquités

du gouvernement québécois est mince dans le régime actuel. Il doit fournir les services de première ligne comme la santé et l'éducation. Or, le gouvernement fédéral réduit ses

sociales», a affirmé le leader syndical.

Déséquilibre fiscal

Il constate que «la marge de manœuvre

paiements de transfert. Il y a un accord unanime de la société civile pour dénoncer le déséquilibre fiscal».

Solidarité internationale

Il a conclu avec la solidarité internationale. «L'action du syndicat se consolide, dit-il, notamment avec la mise sur pied prochaine d'un Conseil sectoriel mondial pour les travailleurs du secteur de l'aluminium et le renforcement des liens entre les travailleurs syndiqués de la compagnie Noranda tant au Sud qu'au Nord». ●

Les conséquences de la révolution du gros bon sens de Mike Harris

Lois du travail

Les normes permettent à l'employeur d'exiger 60 heures par semaine, les heures supplémentaires sont payées après 176 heures sur 4 semaines, la loi anti-briseurs de grève a été abolie et le salaire minimum est gelé à 6,85\$ depuis 1995

En santé et sécurité, les employeurs n'ont plus l'obligation de protéger leurs employés quand de nouveaux produits chimiques ou agents biologiques sont introduits dans le milieu de travail. Le droit de refuser de travailler dans un endroit dangereux a été remplacé par le droit pour le travailleur ou la travailleuse d'appeler un inspecteur qui, lui, communique avec le «boss» et le nombre d'inspecteurs a été réduit.

Pour l'accès à la syndicalisation, l'employeur doit afficher la période ouverte et

indiquer à ses employés comment faire pour «se débarrasser» du syndicat, l'accréditation syndicale a été modifiée; même si 100% des salariés signent une carte d'adhésion, un vote doit être tenu et il est illégal pour les travailleurs et travailleuses agricoles de se syndiquer.

Pauvreté et logement

L'abolition du contrôle du prix des logements a eu pour effet qu'un 4-½ qui se louait 929\$ par mois en 1996 se louait 1420\$ par mois en 2002. Conséquences: le nombre de familles pauvres a doublé en sept ans, il y a maintenant une liste d'attente de 63 000 familles pour des logements à prix modique, 30 000 personnes vivent dans des refuges de fortune en Ontario et il y a 4 000 sans-abris à Toronto

Santé et éducation

La fermeture d'hôpitaux et la

réduction de la contribution de l'État pavent la voie à la privatisation des soins. Il y a eu augmentation de 15% des coûts pour 50 000 aînés vivant dans des centres d'accueil.

Les élus des commissions scolaires ont été remplacés par des comptables nommés par le gouvernement et ce dernier subventionne les familles qui choisissent l'école privée. Il y a eu abandon des programmes d'aide et d'apprentissage de l'anglais langue seconde pour les personnes immigrantes.

Environnement

À Walkerton, les coupures dans les tests de contrôle en laboratoire ont contribué à la contamination de l'eau, à la maladie de la population et à la mort de personnes en 2000. Le gouvernement a été tenu responsable. ●

Toutes les résolutions

■ Résolution sur les fermetures d'usines :

La résolution poursuit les objectifs suivants : «Que le syndicat entame des démarches de concert avec la FTQ pour qu'enfin les gouvernements québécois et fédéral mettent sur pied des lois visant à aborder la question des fermetures d'usines ainsi que les licenciements collectifs et qui viseront à respecter

dotent de comités sur l'équité salariale.

Une autre résolution demande que le Syndicat des Métallos, appuyé de la FTQ presse le gouvernement fédéral, par le biais du CTC de faire en sorte que la Charte canadienne des droits de la personne puisse être utilisée de manière proactive en matière d'équité salariale.

■ Résolution sur la santé et sécurité/prévention

Par cette résolution, les délégués demandent que le Syndicat des Métallos, de concert avec la FTQ, accentue la pression sur le gouvernement du Québec pour que celui-ci promulgue tous les secteurs d'activités comme étant des secteurs prioritaires.

■ Cotisation syndicale

Le débat s'est cristallisé autour de trois positions.

Une première position endosse la recommandation du comité des résolutions qui demande au directeur de prendre tous les moyens pour étudier la question de la cotisation syndicale, de profiter des rencontres régionales pour en discuter et qu'il fasse rapport à l'assemblée annuelle afin de développer une position québécoise qui rallie tous les métallos. Cette position a rallié la majorité des délégués. Une autre position souhaitait que le débat ait lieu immédiatement. Enfin, une dernière position demandait le rejet de cette résolution et une reformulation qui empêche toute éventuelle augmentation de la cotisation syndicale.

■ Résolution sur le service aux membres

Cette résolution demande aux dirigeants du Syndicat des Métallos de se montrer vigilants quant au nombre des permanents donnant du service aux membres. Il faut s'assurer du maintien du service aux membres. Gérard Séguin de la section locale 9395 souhaite qu'il y ait un débat de fond étant donné la croissance des membres à venir et les besoins des nouveaux membres, notamment les travailleurs autonomes.

■ Résolution sur la sous-traitance

Cette résolution veut encourager les sections locales dont les vêtements de travail des membres sont fournis par l'employeur, à négocier dans leur convention



Photos: Sege Jongué

L'information à l'assemblée annuelle, c'est important

les droits des gens qui ont grandement contribué à l'enrichissement des employeurs».

Jean d'Arc Beaudin de la section locale 6068 souligne que la fermeture de Fonderie Gaspé a été sauvage sans prendre en considération les problèmes sociaux que Noranda laisse derrière elle après avoir exploité les ressources.

■ Résolution sur l'équité salariale

Cette résolution vise à ce que le Syndicat des Métallos continue dans la voie sur laquelle il s'est engagé et que toutes les sections locales ainsi que les unités d'accréditation visées par la loi se

Un moment fort à l'assemblée L'appui à des membres



Grévistes de Stelco à Contrecoeur

Photos: Sege Jongué

collective une clause qui obligerait l'employeur à communiquer au syndicat les renseignements sur le fabricant y compris le nom du

di jusqu'au vendredi après-midi

ns ont été débattues

fournisseur et du pays où ces vêtements sont produits. Cette résolution encourage les sections locales à participer à la campagne de la FTQ «Non à l'exploitation!» et à promouvoir le commerce équitable. Finalement, la résolution demande que le Syndicat de Métallos réclame du gouvernement fédéral la modification de la Loi sur l'étiquetage des textiles afin que soit disponible pour le consommateur toute l'information pertinente concernant les endroits où sont confectionnés les vêtements vendus au Canada et au Québec.

■ Résolution sur les chaleurs accablantes

Cette résolution a pour objectif de demander au Syndicat de Métallos, de concert avec la FTQ de faire pression sur la CSST pour

■ Résolution sur le Comité des droits de la personne

Cette résolution a pour objectif de demander au directeur ainsi qu'à



Des délégués attentifs.

son équipe de créer un comité des droits de la personne au district 5.

■ Résolution sur le congé des Patriotes

L'objectif visé est de demander à notre syndicat qu'il fasse les pressions nécessaires auprès du gouvernement québécois pour qu'il instaure un jour férié en mémoire aux Patriotes en remplacement d'un congé déjà existant. Richard Godin a rappelé que les Patriotes font partie intégrante de notre histoire et qu'ils se sont battus contre l'occupant britannique tout comme nous nous battons de nos jours.

■ Résolution sur le système public de santé

L'essence de cette résolution consiste pour le syndicat à réaffirmer le droit fondamental de tous à la santé et à un accès universel, gratuit et public sans aucune considération financière. On demande au Syndicat de Métallos, de concert avec la FTQ, de faire pression auprès du gouvernement fédéral afin que celui-ci augmente sa contribution financière aux provinces et qu'il s'engage à assumer dorénavant une

part équitable des coûts liés aux soins de santé.

■ Résolution sur les finances

Par cette résolution, l'objectif est de faire en sorte que le syndicat sensibilise les sections locales à l'importance de la vérification périodique de leurs finances mais aussi que les dirigeants de sections locales s'assurent que les officiers financiers reçoivent la formation nécessaire.

■ Résolution sur le recrutement

La résolution, confirme que nous devons continuer l'excellent travail entrepris depuis trois ans. Nous avons le meilleur taux de recrutement en Amérique du Nord et nous sommes ici pour y rester. Il faut être vigilants dans nos entreprises afin de conserver nos acquis.

■ Résolution sur les travailleurs autonomes

La résolution demande de continuer le travail déjà bien commencé pour regrouper les travailleurs autonomes. ●

L'assemblée annuelle membres courageux



Sege Jongué

Lock-outés de Lac d'amiante

accélérer le processus d'intervention en regard du Règlement sur la santé et la sécurité portant plus particulièrement sur les contraintes thermiques.

Ouverture

Cap sur les changements

L'adjoint au directeur, Yvon Clément a ouvert l'assemblée en indiquant que la direction du syndicat maintient le cap sur les changements.

Il a donné plusieurs exemples: le suivi des résolutions, la prolongation de l'assemblée d'une demi-journée afin de permettre un débat sur toutes les résolutions, la tenue d'une rencontre des délégués sociaux, les changements au service



Photo: Serge Jougat

Yvon Clément

l'éducation qui vont se poursuivre avec le dépôt d'un rapport de la nouvelle responsable et les succès de notre syndicat en ce qui a trait au recrutement de nouveaux membres.

Il a conclu en soulignant qu'il y avait beaucoup de défis à relever au cours de l'année 2003. «Nous nous donnerons, dit-il, les moyens pour y arriver ensemble. Place aux débats et bonne assemblée». ●

Délégués et délégués sociaux

Début encourageant

Une trentaine de délégués sociaux ont échangé et identifié les moyens de soutenir le réseau métallo de délégués sociaux.

Le directeur québécois, Michel Arseneault a ouvert la rencontre des délégués sociaux. Il s'est rappelé le cas d'un membre à Murdochville qui ne pouvait pas être protégé par la convention collective. «L'approche utilisée par les délégués sociaux, dit-il, a permis de sauver l'emploi du travailleur. Vous devez être fiers du travail que vous faites. Il s'agit d'une première rencontre et ce ne sera pas la dernière».

Bâtir un réseau

Les participants ont constaté que les délégués sociaux métallo ne se connaissent pas. De plus, il

y a des problèmes de fonctionnement dans plusieurs sections locales. «Il peut arriver qu'un délégué social fasse trois heures de route pour donner un coup de main à un membre. Si nous connaissions notre réseau métallo, nous pourrions demander l'aide d'un délégué social plus proche géographiquement de notre membre», a souligné Michel Courcy, délégué social à la section locale composée 8922.

Les trente participants souhaitent que des actions soient entreprises rapidement afin de créer un lien entre les délégués sociaux métallo. ●

Henri Massé

Gagner nos batailles

Le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) Henri Massé a fait état de l'augmentation des conflits au Québec et de la situation politique. «C'est important de gagner nos batailles; de plus, il ne faut jamais s'habituer avec la droite», dit-il.

Un record des dix dernières années a été établi : il s'est perdu un million de jours en grève et lock-out. Sur quinze conflits, il y a eu dix lock-outs. «Après quinze années de croissance

é c o n o -
m i q u e ,
affirme-t-
il, nous en
s o m m e s
r e n d u s à
p l u s i e u r s
v a g u e s de
c o n c e s s i o n s .
N o u s
a v o n s la
r e s p o n s a b i l i -
t é de régler
n o s
c o n f l i t s .



Photo: Serge Jougat

Henri Massé

C'est ce que vous avez fait à la Fonderie Laperle. Nous allons dompter Vidéotron qui passe à côté de la loi anti-scabs».

Le chef syndical est préoccupé par la montée de l'ADQ. «Il ne faut pas s'habituer avec la droite. Nous préférons le centre gauche. Au Québec, il y a toujours eu une alternance avec le centre droit».

Il a par la suite encouragé la FSSA à rester avec les Métallo. ●

Leo Gerard

Regarder la cotisation

Le président international. Leo Gerard a abordé franchement la question des cotisations syndicales. Il a aussi incité les Québécois à être vigilants face aux idées de droite qui circulent au Québec.

«**L**orsque je parle aux métallos québécois, dit-il, je retrouve mes racines et je réalise qu'il y a une place dans les Amériques où il est possible de bâtir une société social-démocrate».

Il a rappelé que des rencontres avaient été organisées partout en Amérique du Nord en 1998 lors du débat sur la cotisation syndicale. Un consensus avait été trouvé: il fallait faire quelque chose pour renforcer le syndicat. Malheureusement, il n'y avait pas de consensus sur la façon que cela devait se faire.

«Nous avons opté pour une cotisation spéciale pour le recrutement», indique Leo Gerard. Durant les trois années précédant le dernier congrès à Las Vegas, le Fonds de grève a fondu de 20 millions de dollars. C'est ce qui explique la réduction temporaire du 44% au 40% pour sauvegarder le fonds de grève. Il est conscient qu'il faut regarder la cotisation. Il souhaite un débat dans tous les districts.

Négociations globales

Les délégués ont aussi voté d'importantes politiques dont celles sur des négociations globales.

Danger de la droite

Enfin, il a parlé de la droite qui progresse partout au Canada, aux États-Unis et du danger que représente l'Action démocratique du Québec. Il considère qu'il y a un réel danger que les Québécois et les Québécoises perdent ce qu'ils ont bâti depuis 40 ans. Il a parlé du régime de santé aux États-Unis où les assurances privées de santé coûtent six fois plus chères qu'ici. Un travailleur non syndiqué peut déboursier jusqu'à 2000\$ par mois pour des assurances. ●

Lawrence McBrearty

Doctorat Honorifique

Lors d'une cérémonie officielle, l'Université du Québec à Trois-Rivières a remis un doctorat Honoris Causa au directeur canadien, Lawrence McBrearty, afin de souligner son implication sociale.

Cette cérémonie s'est déroulée devant la famille de Lawrence McBrearty et les délégués de l'Assemblée annuelle. C'est sur l'air des Sylphides de Chopin que les invités d'honneur ont fait leur entrée. Étant tombé tout jeune dans la marmite syndicale, il est normal qu'il ait voulu améliorer le sort de sa famille syndicale.

Se battre pour tous les travailleurs

«Il faut souligner le mérite d'une personnalité qui s'est battue pour tous les travailleurs et travailleuses tant syndiqués que non syndiqués afin qu'ils puissent vivre dans une société de droit, qui a voulu la négociation au lieu de la guerre,

qui a exigé la justice et l'équité au lieu de l'arbitraire et des contraintes», a mentionné Pierre Lussier, président de l'Université du Québec.

Son école syndicale

Lawrence McBrearty est né en 1943. Il a débuté à la Gaspé Cooper à Murdochville lors de l'obtention de l'accréditation syndicale en 1966. Il est élu président de la section locale 6086 en 1970. Il devient permanent en 1974. En 1991, il est nommé directeur québécois des Métallos. Il est élu directeur canadien en 1993.

Son discours

Dans son discours, Lawrence McBrearty a rappelé que ce doctorat était aussi celui des membres. «C'est grâce à vous, dit-il, si j'ai fait mon éducation sur les bancs de l'université de mon syndicat et je veux le partager avec vous; il est essentiel d'avoir le sentiment d'appartenir à quelque chose d'important et le Syndicat des Métallos, c'est quelque chose de très important». ●



Photo: Serge Jougnot

Lawrence McBrearty, Leo Gerard

Diane Bellemare

Une stratégie globale de l'emploi

Après avoir constaté que la législation québécoise est bien maigre pour combattre les fermetures et les licenciements collectifs, l'économiste Diane Bellemare a parlé de la nécessité d'une stratégie d'emploi.

Au sein du marché du travail, près de 40% des personnes qui travaillent occupent un emploi précaire. En fait, même si l'économie se porte bien, cela n'empêche pas les entreprises de se restructurer et parfois de déménager leurs opérations dans des pays à bas salaires comme la Chine.

Rendre une fermeture coûteuse

Il est difficile d'interdire les fermetures et les licenciements collectifs car c'est un obstacle à la création d'emplois et à la venue de nouvelles entreprises. Par contre, on peut les rendre plus coûteuses pour les entreprises.

Législation québécoise faible

Au Québec, la législation est bien maigre. On retrouve un article dans la Loi sur la formation et la qualification de la main d'œuvre qui oblige les entreprises à respecter un certain délai selon la grosseur de l'entreprise et qui favorise la constitution d'un comité de reclassement.

L'exemple de l'Europe

Elle a poursuivi en faisant le tour de certaines législations en Europe qui prévoient des indemnités. Par exemple, en France, il y a licenciement collectif si un ou plusieurs salariés sont licenciés pour des raisons économiques au cours d'une période de 30 jours. Les modalités de la loi varient selon que les

licenciements affectent moins de 10 salariés ou 10 et plus. Lorsqu'il y a moins de 10 salariés licenciés, l'entreprise doit informer, consulter les salariés et aviser le gouvernement. Avec 10 salariés et plus, elle doit prendre des mesures s'intégrant au plan social et visant le reclassement des salariés. Les salariés licenciés ont droit à des indemnités de licenciement s'ils ont travaillé au moins deux ans sans interruption pour le même employeur et s'ils sont des employés permanents.

Nécessité d'une stratégie d'emploi

La société doit aussi aider le transfert et le reclassement des personnes touchées par les restructurations de plus en plus nombreuses aujourd'hui.

Une stratégie d'emploi s'impose afin de répondre non seulement aux personnes déplacées mais aussi aux pénuries de main d'œuvre qui apparaissent.

À cet effet, il faut des programmes de main d'œuvre afin de faciliter le transfert vers de nouveaux emplois.

Il faut ensuite des actions concrètes pour la formation continue de manière à augmenter et développer les compétences des travailleurs et des travailleuses.

«Il faut enfin, dit-elle, mobiliser les acteurs locaux et régionaux en faveur du développement économique de leur communauté». ●

Document de la FTQ Un outil de travail



La FTQ a produit un excellent guide pour l'emploi dont une section importante est consacrée aux fermetures d'usines et aux licenciements collectifs. À lire et à conserver.

Christian Lévesque

La diversité, une richesse à partager

Bien que l'on puisse reconnaître une grande diversité à l'intérieur des rangs des métallos québécois en ce qui a trait aux intérêts, il n'en demeure pas moins selon Christian Lévesque, professeur aux Hautes études commerciales (HEC) qu'il est tout à fait possible de reconnaître que tous ces gens partagent des points en communs qui sont des enjeux touchant les relations de travail. «Et c'est là une grande force, dit-il, sur laquelle nous devons tous miser pour évoluer dans le contexte actuel».

A l'image de la société québécoise, les effectifs des Métallos se sont diversifiés au cours des dernières années avec l'arrivée notamment des agents de sécurité dans les années 1980 ou encore des travailleurs et



Photo: Sége Jougé

Christian Lévesque

travailleuses du secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Dernièrement, le syndicat a même fait le saut du côté des travailleurs non-syndicables au sens du Code du travail comme par exemples les gens de l'industrie du camionnage ou encore le projet de représenter les chauffeurs de taxi.

Reconnaître les diversités

Cette grande diversification entraîne aussi une grande diversité dans les intérêts.

Premièrement, les gens se différencient par la nature du travail auquel ils s'identifient, cette nature ayant beaucoup changé depuis plusieurs années.

Deuxièmement, les gens se différencient aussi à l'égard de leurs caractéristiques personnelles comme l'âge, le sexe ou encore l'origine ethnique. Un exemple pourrait s'appliquer à la problématique de la conciliation

travail-famille que l'on présume ne pas avoir la même signification pour un homme ou une femme.

Troisièmement, les gens se différencient aussi par leur localisation géographique, c'est-à-dire l'endroit où ils vivent et où ils

travaillent.

Tous ces facteurs entraînent une grande diversité dans les intérêts que tous ces gens ont à cœur.

Des points en communs

Il est possible de reconnaître dans cette diversité une multitude d'intérêts que ces gens ont en commun. «Le mineur en Abitibi, le travailleur de la métallurgie à Montréal, une femme de chambre dans un hôtel de Québec et un chauffeur de taxi originaire d'Haïti travaillant à Montréal sont soumis à des contraintes à l'égard de la santé et la sécurité au travail».

Mais que faire ?

Si l'on accepte la première idée voulant que les gens aient des intérêts de nature différentes et que l'on reconnaît aussi que ceux-ci partagent des réalités et des valeurs communes, le défi consiste à miser sur un juste dosage entre les intérêts spécifiques et les intérêts qu'ils ont en commun

de manière à ce que tous se sentent représentés dans leurs différences mais qu'ils se sentent aussi solidaires à l'égard des points en commun qu'ils partagent entre eux.

Pistes de réflexion

Premièrement, Christian Lévesque a parlé de la nécessité de mettre sur pied un projet rassembleur qui pourrait s'organiser autour de valeurs partagées par tous comme par exemples l'équité, la justice sociale ou encore le droit à la dignité au travail.

Deuxièmement, le fonctionnement démocratique est essentiel pour ainsi miser sur la solidarité entre les membres. Ceux-ci doivent se sentir reconnus mais surtout représentés.

Troisièmement, le conférencier a fait état de la nécessité de créer des alliances externes afin que la solidarité ne se retrouve pas seulement partagée à l'intérieur de des rangs du syndicat mais qu'elle s'étende à l'ensemble de la société civile.

En conclusion

Le Syndicat de Métallos a toujours été reconnu comme un syndicat qui n'avait pas peur d'innover et de briser des barrières. «L'avenir est prometteur. Tous ensemble, nous saurons évoluer pour en sortir grandis», a-t-il conclu. ●

Éducation

Au cours de la dernière année, plusieurs changements sont survenus au sein du Service d'éducation. Tout d'abord, Marie-Danielle Lapointe a pris la relève du service, un encadreur à temps plein a été ajouté et il y a eu un changement au secrétariat. Une vaste enquête a été entreprise dans le cadre d'une tournée des régions. Les résultats ont été les suivants :

Trente-quatre cours ont été encadrés depuis la reprise de cette activité en décembre 2001. Le but est de porter une attention particulière aux méthodes pédagogiques .

Les cours de **Délégués de base, Enquête d'accidents et Dossier du grief à l'arbitrage** ont été retravaillés. Trois sessions du nouveau cours **Agir syndicalement pour prendre en charge nos régimes de retraite** ont été ajoutées. Le cours **Négociation de convention collective** a été remis au programme. De plus, une formation intitulée **Le mouvement syndical et les Métallos au Québec** a été mise sur pied pour intégrer aux Métallos les personnes venant de l'extérieur comme les étudiants en stage par exemple.

D'autres cours seront mis au programme en 2003 comme celui intitulé **Investir nos caisses de retraite dans l'intérêt de nos membres**, un autre d'une journée sur la mondialisation et la formation **Mon syndicat et moi** qui sera offerte aux nouveaux membres. Ce ne sont là que de premières tentatives pour répondre aux besoins d'ensemble. En 2001-2002, près de soixante-dix sessions de formation ont été organisées auxquelles ont assisté 868 participants et participantes. C'est trente de plus que ce qui était prévu au début de l'année. ●

Équité

Présementement, une soixantaine de dossiers d'équité salariale ont été traités par la responsable de ce service au Syndicat des Métallos. En 2002, elle a siégé sur une table qui regroupe les intervenants de tous les affiliés de la FTQ.

Toujours en 2002, le service a eu recours à la Commission d'équité salariale pour quelques dossiers par processus de plainte. La responsable a aussi participé à un forum convoqué par la Commission et y a amené les solutions préconisées par les Métallos.

Le Syndicat des Métallos a présenté un mémoire en juin 2002 en faveur d'une loi pro-active sur l'équité salariale au fédéral. En septembre, nous avons participé à une table ronde sur la question du processus en matière d'équité. Un groupe de travail présentera ses recommandations au gouvernement fédéral au printemps 2003. ●

Information

Au niveau des relations publiques, la visibilité médiatique de notre syndicat lors du soutien accordé aux grévistes de Vidéotron et de la fermeture de Fonderie Gaspé a eu des retombées positives malgré le caractère tragique de ces situations. Le caractère humain de notre syndicat en est ressorti. Notre syndicat a une excellente couverture dans les régions.

Pour l'information interne, il y a eu une augmentation considérable de demandes d'intervention. En ce qui a trait au recrutement, les demandes se suivent à un rythme constant. Le cours de base en information s'est donné trois fois cette année. Pour la première fois depuis les années '80, le cours **Relations avec les média** a

été donné à des permanents. Au sujet du projet des correspondants, nous sommes en période de recrutement pour renouveler une partie de l'équipe.

Le service éprouve des difficultés temporaires à assurer une parution régulière du journal **Le Métallo**. Par contre, le rythme de parution du **Traits d'Union** a été maintenu. De plus, pour la première fois, le service a fait paraître cinq journaux régionaux : **Sud et Nord, Le Piquet, Le Bulletin de Québec, Le Bulletin de St-Jean et Le Bulletin de Montréal**. Le service travaille à la mise sur pied d'un site sur la Toile pour le District 5. ●

Recherche

Au cours des derniers mois, le service de recherche est intervenu lors de négociations, soit pour faire l'analyse de la situation financière d'entreprises, soit pour évaluer le coût des demandes syndicales ou des offres patronales, soit pour évaluer ou répondre à des questions relatives aux régimes de retraite ou aux assurances collectives.

En octobre dernier, s'est tenue la première assemblée annuelle des participants au Régime de retraite des Métallos. Il s'agit pour l'instant d'un régime à cotisation définie, qui sera transformé en un régime à prestations uniformes déterminées au cours des prochains mois.

Ce service a organisé deux réunions sectorielles: celle sur le bois d'œuvre et celle regroupant nos membres du secteur automobile. Il a aussi contribué, par un mémoire, à ce que le Tribunal canadien renouvelle la mesure de protection contre les bicyclettes et cadres de bicyclettes en provenance de Taiwan et de Chine. ●

Recrutement

Du 1er septembre au 31 août 2002, le service du recrutement a recruté 3467 nouveaux membres. Grâce à l'acharnement de l'équipe, nous avons gardé les 1200 membres maraudés par d'autres centrales.

Lors du Congrès international à Las Vegas en août dernier, le District 5 a reçu trois trophées: le premier a été pour le pourcentage de membres recrutés en 2000 et 2001, le deuxième pour le nombre de membres recrutés au Canada et aux États-Unis et le troisième pour le district qui s'est le plus distingué au cours des deux dernières années, toujours au Canada et aux États-Unis. Le taux de succès a été de 90%. Les gains du service du recrutement au District 5 depuis 1998 représentent 15 851 nouveaux membres. ●

Santé sécurité

Notre syndicat est présent et actif à plusieurs comités, particulièrement le comité technique sur le béryllium et celui sur l'amiante. Voici les résultats du travail : 1) un des principaux développements sur le béryllium est que le dépistage médical est maintenant fait ici au Québec; 2) pour l'amiante, le dépôt par le Gouvernement du Québec de sa **Politique d'utilisation accrue et sécuritaire de l'amiante chrysotile au Québec** a été un gain majeur.

Il y a eu l'adoption d'un nouveau Règlement sur la santé et la sécurité du travail, résultat de la fusion du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux et du Règlement sur la qualité du milieu de travail. Finalement, en 2000 et 2001, trente-deux modifications ont été

apportées au Règlement en santé et sécurité du travail dans les mines.

L'année 2003, s'annonce occupée. La CSST traitera du nouveau **Règlement sur l'assistance médicale** qui soulève de vives controverses.

D'autres dossiers litigieux devraient faire l'objet de discussions. Il s'agit de : l'assignation temporaire, la prévention en milieu de travail, les secteurs prioritaires, la classification des employeurs et des établissements, la révision administrative, la liste des membres assesseurs de la CLP et l'avis à la CSST par les employeurs d'un accident du travail. ●

Services juridiques

L société, Philion, Leblanc, Morency a débuté ses activités en avril 2001. Ayant des bureaux à Montréal et à Québec, elle se consacre exclusivement à la représentation des syndicats et des associations professionnelles et se spécialise en relations de travail. La société compte dans ses rangs des avocates et des avocats chevronnés ayant accumulés une expertise et une notoriété professionnelles reconnues dans le milieu, ce sont :

Me Gérard Morency :

27 ans de pratique

Me Bernard Philion :

20 ans de pratique

Me Claude Leblanc :

17 ans de pratique

Me Céline Allaire :

13 ans de pratique

Me Julie Bouchard :

1 an de pratique

Me Patrick Glaude :

1 an de pratique

Pour sa part, Me Pierre Lalonde est avocat depuis 1994. Il est salarié du Syndicat des Métallos depuis

1997. Il se consacre exclusivement à la représentation du Syndicat des Métallos.

Plus particulièrement, au niveau du Syndicat des Métallos et de ses sections locales, Mes Morency, Philion, Leblanc et Me Pierre Lalonde ont eu l'occasion d'accomplir leurs activités professionnelles dans les secteurs suivants:

Recrutement

Dossier du taxi

Arbitrage de griefs

Réclamations pour lésions professionnelles

Camionnage

Grèves et lock-out

Formation ●

Casom

Les différents programmes d'avantages sociaux du Comité sur les avantages sociaux des Métallos (Casom) couvrent 25 groupes pour un total de 1220 assurés.

En ce qui a trait aux Fonds Métallos, aux REER, aux CRI FRV ainsi que le Régime de retraite métallo (RRM), ils couvrent 18 groupes pour un total de 1469 participants et participantes. ●

Condition féminine

En février 2002 une déléguée a participé à la Conférence nationale du Syndicat des Métallos sur les droits de la personne. Une délégation du comité a participé à Montréal aux activités de la Journée du 8 mars 2002 ainsi qu'au spectacle organisé par la FTQ. Les profits du dîner de l'Assemblée annuelle, soit 1 000 \$, ont été remis à la Maison Hina. ●

En bref

ADF ferme à Lachine



Photo: Serge Jougucé

L'usine de fabrication de charpentes d'acier de Dominion Bridge est achetée par ADF et le Fonds de solidarité en 1998 suite à une lutte exemplaire des travailleurs. En avril 2003, l'employeur annonce le transfert de la production et des travailleurs vers ses installations à Terrebonne à la fin août advenant l'obtention de nouveaux contrats. Au début septembre, il annonce la fermeture : 270 emplois sont en jeu. Le syndicat négocie pour obtenir un transfert et analyse toutes les autres options susceptibles de sauver l'usine, l'expertise des travailleurs et les emplois. ●

Pour en savoir plus
 «Nous avons déplacé des montagnes», Le Métallo, Septembre-octobre 1998
 «Dominon Bridge: les travailleurs gagnent», Le Métallo, Novembre-décembre 1998

Marc Lebeau



Photo: Serge Jougucé

Marc Lebeau, permanent, est décédé dans des circonstances tragiques le 6 octobre à l'âge de 50 ans. Nos plus sincères condoléances à ses proches et à ses amis. ●

Georges Leduc



Georges Leduc a pris sa retraite. Permanent dès 1966 avec les Ouvriers unis du caoutchouc (OUCA), il devient métallos en 1995 suite à la fusion de son syndicat. ●

Aluminium

■ Les Métallos dans le monde

Le 6 octobre à Montréal, des délégués syndicaux provenant de dix-sept pays ont formé un Conseil mondial de l'aluminium et des Groupes de travail mondiaux d'entreprises. La conférence a été organisée par la Fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie (FIOM) et le Syndicat des Métallos. Les syndicats dans chaque multinationale formeront un Groupe de travail mondial d'entreprise afin de faciliter la circulation de l'information, de favoriser la solidarité et de négocier un accord-cadre international où l'on retrouve les normes fondamentales de travail de l'Organisation internationale du travail (OIT). ●

■ Les Métallos au Québec



Les 800 membres du Syndicat national des employés de l'aluminium d'Alma (SNEAA) ont adhéré aux Métallos dans une proportion de plus de 80%. Ici, le président Stéphane Desgagné en compagnie de Michel Arsenault. Les Métallos ont aussi déposé en octobre une requête pour représenter les 450 métallos à l'Usine Grande-Baie d'Alcan à La Baie. ●

Je me souviens



Boycottons ces entreprises subventionnées qui ont mis à pied des centaines de métallos. ●

